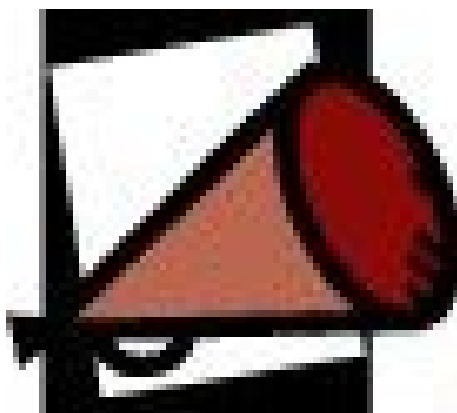


<https://www.pressegauche.org/Algerie-L-armee-face-a-la-rue>



Algérie. L'armée face à la rue

- International - Afrique -



Date de mise en ligne : mardi 19 mars 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

À l'issue de sa quatrième protestation nationale, vendredi 15 mars, la scène politique algérienne s'éclaircit. La rue et ses millions de manifestants d'un côté, l'armée de l'autre, se font face tandis que la famille Bouteflika se marginalise, en attente de quitter la table.

Tiré de [Orient XXI](#).

Isolé par la maladie depuis 2013, Abdelaziz Bouteflika s'est affaibli en limogeant ses fidèles au fil des ans, les derniers en date étant son chef de gouvernement, Ahmed Ouyahia, et son directeur de campagne, Abdelmalek Sellal. Doté d'une modeste légitimité révolutionnaire â€” mobilisé à 19 ans au Maroc, il a passé moins d'un trimestre au maquis â€”, il ne dispose plus d'un capital politique suffisant pour remonter la pente. Sa maladie et le rôle de sa fratrie l'ont dangereusement éloigné de ses troupes. L'Alliance présidentielle composée de quatre partis dont l'historique Front de libération nationale (FLN), majoritaire à lui seul à l'Assemblée nationale, s'est réfugiée dans un silence assourdissant. Aucune contre-manifestation en sa faveur n'a eu lieu sur tout le territoire national.

Les Algériens, qui se sont mobilisés dans les 48 wilayas (départements) bruyamment, habilement et par millions sur les places d'Algérie, ont affiché sur tous les tons et en plusieurs langues leurs exigences : le départ d'Abdelaziz Bouteflika de la présidence de la République et de son « système ». La débauche de drapeaux algériens et la tonalité nationaliste des slogans avec l'exclusion insistante de toute ingérence étrangère étaient adressées au seul interlocuteur encore à la mesure de la rue : l'Armée nationale populaire (ANP) qui, depuis l'indépendance en 1962, a toujours été le décideur politique du pays en dernier ressort. Elle seule dispose d'assez de force pour faire face à la marée humaine qui envahit les villes du pays chaque semaine. La police, trop faible et trop proche de ses compatriotes, peut à peine protéger les deux sites symboliques que sont le palais présidentiel à Mouradia et le gouvernement au Forum.

Retournement des militaires

L'attitude du haut commandement militaire a évolué depuis le début des manifestations. Son chef, le vieux général Ahmed Gaïd Salah, qui s'était rallié au cinquième mandat de Bouteflika après beaucoup d'interrogations, a attaqué ses opposants dans trois discours d'une grande violence dans lesquels il a évoqué les précédents sanglants de Libye et de Syrie, et les menaçait de ses canons sans trop de précautions. Puis, trois jours avant le 8 mars, un point haut de la contestation, il a changé de discours et repris le thème favori de la rue : « Le peuple et l'armée sont frères ». Le 11 mars, quand le plan de sortie de crise a été annoncé, la télévision d'État l'a filmé aux côtés d'Abdelaziz Bouteflika, mais il n'a rien dit, comme s'il refusait de s'engager sur le dessein présidentiel. Et depuis, il s'est contenté d'insister sur l'unité entre civils et militaires.

Entre la rue et l'armée, la famille Bouteflika a imaginé une sortie de crise qui lui assure au moins deux années de prolongation au pouvoir sans élections. Le dispositif comprend trois éléments :

ž une conférence nationale composée pour un tiers des représentants de la « mouvance présidentielle », un tiers de ceux de l'opposition et enfin ceux de la société civile ;

ž le retrait du ministère de l'intérieur de l'organisation des élections au profit d'une commission indépendante à composer ;

Ž enfin un remaniement ministériel avec un nouveau premier ministre, Noureddine Bedoui, 59 ans, ancien wali (préfet), un exécutant efficace plutôt que politique inspiré, qui promet de faire entrer au gouvernement « des technocrates et des jeunes ».

Échec du scénario Bouteflika

En clair, la transition politique imaginée par la famille Bouteflika est pilotée par des personnalités cooptées par le pouvoir. Surtout, elle n'a aucune légitimité constitutionnelle : le président de la République n'a pas le pouvoir de prolonger son mandat d'une année ou deux suivant son bon plaisir. Bouteflika, il faut le dire, a toujours pris des libertés avec la Constitution qu'il a déjà réformée trois fois dans des sens contradictoires durant ses vingt années de règne.

À la surprise de ses concepteurs qui attendaient au moins une certaine décantation, voire des divisions chez les manifestants, leur unité s'est faite le 15 mars sur un refus magistral d'une sortie de crise à la mode Bouteflika. Ils ont les moyens de faire prévaloir leurs vues et de faire échouer le scénario du « système ». Qui ira à l'encontre de ce que veulent des millions de manifestants ? Les oppositions, fort disparates, se sont retrouvées trois jours avant le quatrième vendredi pour refuser unanimement de siéger à la conférence nationale. Son président pressenti, Lakhdar Brahimi, un des rares survivants de la génération de diplomates qui ont imposé le FLN sur la scène internationale avant 1962, a finalement décliné l'offre deux jours après. La confection du nouveau gouvernement s'avère laborieuse, et « rien ne sera prêt avant la fin de la semaine prochaine » a avancé Bedoui le 7 mars au cours d'une conférence de presse poussive. Avec son vice-président Ramtane Lamamra, ambassadeur de métier, jusque-là conseiller diplomatique à la présidence de la République, ils se sont évertués à ne répondre à aucune question des journalistes algériens présents, passablement remontés. Enfin, les personnalités de la société civile ne se manifestent guère pour s'enrôler sous la bannière d'une cause largement compromise.

Vers la création d'un haut comité d'État ?

Au stade actuel de la crise, deux scénarios sont envisageables : la répression ou le lâchage de la famille Bouteflika par les généraux. La première est la moins probable au fur et à mesure de l'évolution des jours et des vendredis de manifestation. Celles-ci ne sont pas sans rappeler les foules iraniennes qui ont défilé chaque semaine durant une grande partie de l'année 1978 contre le chah. Les soldats pourraient-ils tirer contre des familles, des femmes, des enfants qui revêtent les couleurs de l'Algérie ? Les jeunes en uniforme, en majorité des conscrits, frapperaient-ils d'autres jeunes ? Il y a eu déjà beaucoup de provocations destinées à provoquer l'affrontement. De l'attaque de l'ex-hôtel Saint-Georges à l'incendie de bureaux au Musée des antiquités et de l'art de l'islam, en passant par des attaques de baltaguiya (voyous) contre des policiers le 8 mars dans le quartier algérois du Sacré-Coeur, elles n'ont pas manqué et ont toutes échoué. Pourquoi les généraux s'attacheraient-ils à défendre un pouvoir en déclin et prendraient-ils le risque de se diviser et de provoquer des réactions, notamment extérieures, imprévisibles ? Le traumatisme de la guerre civile des années 1990 n'a pas été oublié dans les casernes. Faut-il se faire tuer pour imposer la transition cooptée imaginée par la famille Bouteflika ?

Le calendrier offre une solution élégante : le 28 avril prochain marquera la fin du quatrième mandat du président Bouteflika. Dès le 29, il ne sera plus qu'un citoyen comme un autre et il faudra, bien sûr, le remplacer. Par qui ? Une élection présidentielle semble exclue pour un moment, mais un précédent existe dans la panoplie politique algérienne, le Haut Comité d'État installé en janvier 1992 pour terminer le mandat du président Chadli Benjedid alors démissionnaire. Il comprenait cinq membres, offrait une certaine diversité sous la surveillance de l'armée, mais a été assez vite éclipsé par la guerre civile. En temps de paix, la formule peut être acceptable par la rue si elle s'accompagne d'une transition pilotée par des élus. Il y aurait alors des élections législatives en lieu et place de la présidentielle ; une assemblée nationale aurait la charge de rédiger une nouvelle Constitution et une nouvelle loi électorale. La vieille revendication d'une assemblée constituante défendue depuis 1962 par les différentes

oppositions serait enfin satisfaite. Ce compromis entre généraux et représentants de la rue, qui s'organise rapidement, offre une sortie à la crise acceptable pour les uns et les autres.